

— Pourquoi Doxa ? —

La doxa c'est un mot qui à l'air d'un mot savant, mais qui exprime bien l'ambiance actuelle. La doxa c'est ce qui est communément admis comme faisant partie de l'ordre naturel des choses. La fonction première de la doxa est de servir l'idéologie dominante en inscrivant progressivement l'ordre social dans l'individu. Elle permet une adhésion aux rapports sociaux et économiques qui sont acceptés comme allant de soi. Elle permet l'acceptation de l'exploitation par les exploités.

La doxa convertit l'économie et l'histoire en Nature, afin de maintenir l'ordre des choses. L'histoire et l'économie deviennent Nature qui devient Morale. Du coup, toute atteinte aux structures de cette société devient l'immoralité même.

Hier la doxa c'était la loi divine qui mandatait les rois pour régner sur la terre et ordonnait aux pauvres de baisser la tête en attendant le paradis. Aujourd'hui la doxa principale c'est la loi du marché. L'économie nous dit-elle relève des lois de la nature. D'ailleurs elle se pare de l'étiquette scientifique. Sciences économiques nous dit-on. Les lois du marché, comme les lois divines sont au dessus des hommes. C'est comme ça, c'est scientifique, on peut pas comprendre. Circulez!

La puissance dévastatrice de la doxa est renforcée par l'acceptation de ses fondements par l'ensemble de la gauche.

Un exemple frappant de cette doxa, c'est la crise économique. Il est communément admis que l'économie occidentale est entrée en crise à partir de 1973-74 en suivant ce schéma: choc pétrolier, crise, récession, chômage. Tout le monde, jusqu'à l'extrême gauche à intégré cette notion de crise qui n'a été qu'un prétexte au déclenchement d'une véritable contre-révolution néolibérale. On voit aujourd'hui avec du recul que les profits et la bourse ne se sont jamais mieux portés. C'était la crise comme alibi, pas comme réalité. Mais tout le monde l'a acceptée comme réalité. De même, le chômage structurel et massif apparu avec la «crise» est avant tout né d'une vision et d'une volonté politique des classes dominantes afin de mettre la pression sur les salariés. Il n'est en aucun cas la conséquence d'une économie en difficulté.

La doxa est en fait l'image que le capitalisme se fait du monde et lui impose. La stratégie capitaliste est de remplir le monde entier de sa culture et de sa morale, en faisant oublier son propre statut de classe historique. Ainsi se font les affaires.

c'est pour cela que nous avons décidé de nous appeler Doxa.

Notre stratégie à nous c'est de détruire la doxa à travers une autre grille de lecture du monde et de ses rapports sociaux, d'ouvrir la porte sur d'autres possibles.

A l'accapuration des richesses par quelques uns et à la propriété privée des moyens de les produire qui va avec, nous opposons le partage des richesses et la transformation de la propriété privée des outils de production en propriété sociale de l'humanité. Mais la doxa, elle aime pas ça, elle nous pénètre de l'idée que c'est immoral.

Ce qui est bon avec la doxa, c'est lorsqu'on la transgresse.

DOXA

Doxa : énoncée d'une pensée communément admise inscrivant progressivement l'ordre social dans l'individu

A droite : 2 mois d'état d'urgence A gauche : 2 mois de silence

Deux mois après sa proclamation, l'état d'urgence vient d'être officiellement supprimé. Le grand bal de fin d'année des marchandises est terminé. On peut relâcher la pression. Le conseil d'état allait demander sa suppression.

C'est tout dire!

Deux mois au cour desquels une répression très dure s'est abattue sur la partie la plus défavorisée de la jeunesse. Plus de 5000 arrestations, des jeunes déferés par centaines devant les tribunaux et condamnés à de lourdes peines de prison, d'autres d'origine étrangère expulsés de .../...

e - m a i l : d o x a 6 4 @ l a p o s t e . n e t

France, et tout cela dans l'indifférence Deux mois pendant lesquels une loi ressortie directement d'une des époques les plus noires et les plus sanglantes de notre honteuse histoire coloniale a autorisé les pires attaques contre les droits démocratiques les plus fondamentaux (droit d'expression, d'organisation, de manifestation, de circulation, liberté de la presse) dans certains quartiers populaires.

Et parallèlement, exceptées de rares initiatives salutaires isolées, ces deux longs mois auront été marqués à gauche par l'absence de réaction et les tergiversations, silence à peine troublés par quelques communiqués de protestation.

Une grande partie de la gauche (et pas qu'au PS loin de là), s'est bien plus préoccupée des incendies de voitures et de locaux que du sort d'une jeunesse qui a bien assimilé (on le lui fait assez comprendre à coup d'humiliation, de flics et d'exclusion sociale) que ce monde ne lui réservait ni place ni avenir. La capitulation devant le discours sécuritaire de la droite et de l'extrême-droite relayé en boucle par les médias, après avoir permis le 21 avril 2002, a aujourd'hui permis des attaques contre les droits démocratiques, attaques incroyables il y a peu encore, sans que ni l'ombre d'une riposte à la hauteur ne voit le jour.

Et plus globalement, ce sont les capitulations et les renoncements à gauche et notamment des grandes confédérations syndicales qui permettent à un gouvernement qui était aussi discrédité et affaibli d'enchaîner les attaques sociales d'envergures, et de casser les luttes les unes après les autres sans grandes réactions, celles-ci s'étant retrouvées isolées.

C'est ce qui s'est passé au printemps avec la répression du mouvement lycéen : violences policières, arrestations, tribunaux, peines de prison, TIG..., du jamais vu dans l'histoire des mouvements lycéens. pas de réaction ni de soutien massif.

On envoie le GIPN contre des postiers de Bègles et on vire des militants syndicaux, ce n'est pas courant! pas de grandes réactions.

Cet automne, ce sont les marins de la SNCM qui sont abandonnés au GIGN et à leur triste sort de privatisés, pendant qu'en secret, des chefs syndicaux font avec le gouvernement des tractations sur leur dos. Pourtant ils se battaient contre la privatisation alors même que celle d'EDF est à l'ordre du jour.

Tout comme les salariés de la RTM dont la grève est déclarée illégale par la justice, ce qui est une première depuis 1945. Pas de réactions d'ampleurs.

Les étrangers en général, les sans-papiers en particulier font les frais du consensus politique mis en place après le 11 septembre : rafles massives pour remplir les charters, expulsions de mineurs, double-peine viennent prolonger la liste noire des lois racistes et liberticides, dont la gauche parlementaire a voté une grande partie (LSQ...).

Dans tout l'hexagone, militants politiques et syndicaux se retrouvent poursuivis, interdits de séjour, emprisonnés grâce à une justice, qui une fois de plus, s'est mis aux ordres. Les dernières barrières défendant la liberté d'expression tombent les unes après les autres dans l'indifférence, pendant que l'ordre moral et la répression tétanisent la population. Chaque secteur en lutte se retrouve laissé à son propre sort, à la défaite inévitable qui s'en suit.

Mais que fait la gauche ? Que font les syndicats ?

Je sais que cette question est posée depuis longtemps, mais là, cela devient vraiment urgent qu'ils nous rendent des comptes.

Dans quelle contestation, dans quelle politique d'opposition se situent-ils ? Quelles sont leurs forces pour contrer droite et extrême droite ? Et quels sont leurs avis et leurs propositions pour qu'une autre société éclore ?

Quels sont les accords et contrats que ces gens-là ont signé en notre nom avec les diables ? Qui leur a demandé de ne rien faire, de ne pas bouger, de ne pas soutenir, de ne pas dénoncer, de participer, d'accepter le couvre-feu ?

Que leur a-t-on promis en échange, quel poste à haute responsabilité leur confiera-t-on pour leur trahison ?

De quoi les a-t-on convaincus ? Que les choses étant ce qu'elles sont, rien ne sert de garder, il faut jeter à point, les humains et les acquis sociaux qui vont avec, afin de donner de la vitalité au commerce, aux industries, même si leur existence n'est basée que sur le profit financier et le profit tiré du travail de l'être humain.

Il ne s'agit plus pour la gauche et les syndicats de combattre cette société, mais d'avoir un rôle important au sein de celle-ci. La rentabilité, le profit et toutes les dérives qui vont avec sont pour eux désormais justifiés. C'est pour cela qu'ils sont voués à disparaître dans les luttes à venir, sans regrets aucun, et qu'il est urgent et important de les contrer. Je leur prédis une fin des plus minables. Ils le méritent bien.

La question est posée d'un nouveau parti. Le parti de l'humanité qui ne veut rien savoir des enjeux de l'économie de profit, veut détruire les lois du marché, la bourse et le CAC 40. Notre vie, la vraie, ne pourra jamais s'accorder avec tout ça.

Mon seul espoir est que le désespoir entraîne le devoir, celui de leur couper l'herbe sous les pieds, à eux et à leurs copains. Que tous ensemble nous prenions les choses en main pour reprendre nos évidences volées.

Quaero

Le 10 mars et le 4 octobre dernier, l'ensemble des organisations syndicales appelaient à des journées d'actions et de manifestations. Ce fut un franc succès. Plus de 15000 à Pau, partout en France des manifs massives. De quoi reprendre espoir, de quoi avoir envie de relever la tête face à l'offensive libérale. Mais depuis, plus rien. Alors que des luttes dures et emblématiques se déroulaient simultanément. Alors que les mauvais coups se succèdent, mesures après mesures, licenciement après licenciement.

Nous sommes par centaines de milliers orphelin d'une riposte. Les responsables et dirigeants syndicaux ont des comptes à rendre à tout ceux et celle qui sont descendus dans la rue ces journées là.. Qu'ils expliquent publiquement pourquoi la mobilisation n'est plus d'actualité, pourquoi il n'y a pas de suite à ces journées. Ils préfèrent sans doute négocier en sous main des arrangements. Mais y'a pas d'arrangements!

REPARLONS DU VOTE DE GAUCHE POUR CHIRAC EN 2002

Entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002, suite à la présence de Le Pen pour le deuxième tour, il s'était passé deux choses distinctes au départ. Une salubre mobilisation spontanée anti-fasciste de la jeunesse, et les appels unanimes du PS à la LCR, des syndicats aux associations à voter Chirac. On s'en souvient encore ! que n'a t'on entendu ! ceux qui se sont fait traiter de fachos en sont encore tout chose.

Nous avançons comme argument dans les discussions enflammées de ces journées folles que la droite et l'extrême droite représentaient le même camp, que la réalité et le système social et économique que représente politiquement la droite n'a rien à envier au discours idéologique de Le Pen, que le véritable danger ce n'était pas l'arrivée au pouvoir d'un Le Pen qui ne pouvait ni ne voulait être élu. Le véritable danger c'est cette contre révolution néolibérale qui ravage tout sur son passage, et dont le représentant politique a obtenu 82 % des suffrages.

Nous pensions aussi que nos votes massifs pour Chirac, à l'inverse de lui lier les mains, allaient lui donner les mains libres, et que ça allait nous plomber un moment en ayant des conséquences néfastes sur les débouchés possibles du mouvement social.

A un an et demi des prochaines présidentielles il est temps de tirer le bilan du vote Chirac de gauche. Il semble que le sujet soit tabou, particulièrement au sein des organisations. Il y de quoi ! La présence de Le Pen au second tour révélait

en premier lieu une crise institutionnelle en faussant les règles du jeu traditionnel (à noter qu'il est arrivé au second tour avec le même nombre de suffrage qu'en 95). La gauche, en appelant à voter Chirac volait au secours des institutions, ce bon vieil ordre républicain qu'elle est toujours prompte à défendre (voir les banlieues). Mais parée pour l'occasion du drapeau de l'anti-fascisme le plus outragé. Il y en a qu'on aurait aimé voir plus outragés quand ils étaient au gouvernement ou pour nous défendre dans les luttes.

Depuis 2002 droite et MEDEF sont passés à la vitesse supérieure dans leur offensive. Pas la peine de faire ici la liste. Chirac était sensé tenir compte de nos suffrages nous expliquait-on ! bien vu l'aveugle. Le mouvement social est assommé par la puissance de l'offensive.

En plus d'être assommé, le mouvement social est paralysé par le vote de 2002. Il est toujours difficile de combattre ceux que l'on a élu. C'est pour le moins déroutant. On voit bien que quelque part l'attitude frileuse de la gauche et des syndicats, leur refus de s'opposer et de lutter, alors que la résistance devient l'urgence, ce n'est rien moins que la survie de ce consensus de 2002, cette sorte «d'union sacrée».

Tous les jours nous payons les conséquences de 2002 sans que jamais un bilan n'en ait été tiré. Sujet honteux sur lequel il ne faut pas revenir. Mais sur lequel 2007 nous ramènera forcément. D'autant qu'on pourrait bien vouloir nous refaire le même coup. Alors ...

...tous les jours nous en payons les conséquences...

Il en est ainsi des banlieues. En plus dramatique car encore plus coupées du mouvement social

De renoncement en capitulation, de désertion en collaboration, la presque totalité de la gauche politique, associative et syndicale a laissé s'installer une situation où une mesure aussi énorme que l'état d'urgence n'a suscité au pire que des questionnements au sujet de son efficacité réelle, et au mieux, quelques communiqués indignés.

Ce genre de loi est une agression contre l'ensemble du mouvement social. Car tout comme les campagnes sécuritaires elle n'a eu qu'un but, celui de protéger l'ordre établi, celui des marchandises et du fric. Et la criminalisation des mouvements de contestation a toujours été une arme du pouvoir.

Mais l'explication politique essentielle de l'absence de réactions à l'état d'urgence se trouve dans le refus de fait de la part de la presque totalité des organisations de soutenir la révolte des jeunes de banlieues. Ne pas être amenées à devoir les soutenir concrètement et politiquement. Mobiliser de suite dès la proclamation de l'état d'urgence posait forcément la question du soutien aux jeunes. Et comprendre et analyser le malaise des banlieues c'est une chose,

soutenir des jeunes qui se révoltent ça en est une autre, surtout si il y a de la casse. Car il existe en fait un large consensus au sujet de la défense de "l'ordre républicain" dans l'ensemble de la gauche politique et associative (jusqu'à la gauche de la gauche). On se rappelle les glorieux appels à voter Chirac en 2002. Le manque de mobilisation contre l'état d'urgence est le reflet de ce consensus politique sur " l'ordre républicain".

Plusieurs semaines plus tard quand la révolte était finie et réprimée, pouvaient enfin avoir lieu des appels unitaires à manifester. Le soutien aux jeunes ne se posait plus. L'ordre républicain n'était plus en danger. On pouvait protester entre bons démocrates. Les rassemblements étaient pathétiques mais unitaires ! Dans la région, 50 à Pau, 30 à Bayonne. Notre bonne conscience était sauve.

En attendant, nous tous qui avons eu la rage devant cette apathie de la gauche (et de l'extrême gauche) politique, syndicale et associative face à une agression gravissime, nous qui ne défendons pas l'ordre républicain car nous ne défendons pas un système social et économique injuste qu'allons-nous faire ?

la loi de 1955, les précédents et l'union sacrée

les précédents

La loi du 3 avril 1955 sur l'état d'urgence a été adoptée par l'assemblée nationale sous le gouvernement d'Edgar Faure (Radical Socialiste). Elle a été reprise en mars 1956 dans le cadre des pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement de Guy Mollet (SFIO) et appliquée notam-

ment par François Mitterand (ministre de l'intérieur en 1956).

Destinée donner au gouvernement tous les pouvoirs pour réprimer le soulèvement de la population en Algérie, cette loi permit l'enfermement de 10000 algériens de la métropole dans divers endroits, façon Guantanamo, hors de

tout contrôle judiciaire ou démocratique. C'est dans le contexte de l'état d'urgence que fut interdite toute manifestation en rapport avec le mouvement indépendantiste algérien et que le préfet de Paris, Maurice Papon, ordonna le massacre de plusieurs centaines de personnes lors de la manifestation du 17 octobre 1961 appelée par le FLN..

Avec l'irruption sur la scène politique de l'indépendantisme Kanak, la loi de 1955 a été activée une deuxième fois en décembre 1984 pour une durée de 6 mois. François Mitterrand était alors président de la République et Laurent Fabius, premier ministre.

La loi

La loi sur l'état d'urgence est instituée " en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public " ou en cas d'événements " présentant par leur nature et leur gravité, le caractère de calamité publique ". Concentrant tous les pouvoirs dans les mains de la police, l'état d'urgence écarte tout contrôle a priori d'un juge sur de la légalité des décisions prises et exécutées au cours de la période déterminée sur le territoire défini par le préfet. Cette loi a servi tour à tour à mater la rébellion algérienne (1955-1962) et à contenir la rébellion Kanak (1984-1985).

Elle réapparaît aujourd'hui dans le cadre des "violences urbaines " que tout le monde sauf De Villiers, Le Pen et Sarkozy s'accorde à qualifier d' "insurrection liée aux problèmes sociaux ".

L'Etat d'urgence a été établi par un décret de De Villepin le 2 novembre 2005 pour une durée de 12 jours. Ce décret a été confirmé par la loi du 18 novembre 2005 qui prolongeait l'état d'urgence pour 3 mois (jusqu'en février 2006) .

Dans ses articles 5, 8 et 9, la loi sur l'état

d'urgence donne au préfet la possibilité d' " interdire la circulation des personnes et des véhicules " (couvre feu), " d'interdire le séjour dans tout ou partie du département, à toute personne cherchant à entraver l'action des pouvoirs publics ", d' " instituer des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé".

D'après les articles 6, 8 et 11, le préfet peut ordonner l'assignation à résidence de " toute personne dont l'activité s'avère dangereuse ", la fermeture de salles de spectacles, débits de boisson, lieux de réunion... L'autorité administrative (la police), peut également procéder à des perquisitions à domicile, y compris de nuit, ainsi que " prendre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse, des publications de toute nature, de la radio et des représentations cinématographiques et théâtrales ".

La définition du périmètre dans lequel la loi est appliquée relève du préfet qui apprécie au jour le jour s'il y a lieu d'appliquer l'état d'urgence dans un département et sur une zone donnée

L'union sacrée

La loi prorogeant l'état d'urgence pour une durée de 3 mois est votée le 15 novembre à l'Assemblée Nationale par 346 voix pour (UMP+UDF), 146 voix contre (PCF+Verts+PS) et 3 abstentions (PS). En apparence, la droite réprime et l'opposition s'oppose .

En apparence seulement : le 15 novembre, Jean Marc Ayrault, président du groupe PS a l'assemblée nationale assure " ne pas être hostile au couvre-feu " et Laurent Fabius déclare " Il ne suffit pas de décréter le couvre-feu, il faut aussi qu'il y ait sur le terrain les forces de sécurité maîtrisées qui puissent l'appliquer ". Sur la forme, le PS a adopté la tactique de

Parce que nous sommes le présent et le futur de l'humanité.

Nous appelons à tous continuer cette lutte, à l'élargir, et à nous revoir une nouvelle fois pour consolider l'unité et la lutte que nous menons ensemble avec l'ensemble de la classe ouvrière et des peuples contre l'ennemi commun de l'humanité.

Nous vaincrons...!

Caracas le 28 octobre 2005

2 EXPÉRIENCES DE RÉCUPÉRATION

Hôtel Bauen

Des intellectuels du monde entier lancent une campagne en faveur de l'Hôtel Bauen récupéré par les travailleurs à Buenos Aires.

Avi Lewis, Naomi Klein, Michael Hardt, Arundati Roy, Antonio Negri font parti de celles et ceux qui ont signés l'appel à soutenir les travailleurs du désormais mythique Hôtel Bauen. Cet appel à connu rapidement du succès.

L'Hôtel Bauen est plus qu'une entreprise récupérée. C'est une icône du mouvement des entreprises récupérées : un hôtel cinq étoiles qui n'a pas besoin de son patron pour fonctionner. Un hôtel cinq étoiles qui signe un accord avec les ministères du tourisme et de l'économie populaire du gouvernement vénézuélien. C'est à l'hôtel Bauen qu'ont lieu les conférences de presse des entreprises récupérées et qui sont menacée par leur anciens patrons.

L'hôtel Bauen est plus qu'une entreprise récupérée. C'est un hôtel cinq étoiles où un groupe de 120 personnes montre qu'il est possible de faire un service de première qualité sans chef sur le dos. Sans autre pression que de savoir que tout dépend de tous. Il y a de la responsabilité, pas de la peur. De la solidarité, pas de

la compétition. Des succès à partager, pas des gains à accumuler.

L'expulsion des travailleurs par la police est imminente. La seule alternative des travailleurs est de résister et d'obtenir une solidarité internationale.

Papeterie Invepal

Invepal est la principale papeterie du Venezuela. 800 personnes y travaillent. On peut considérer qu'en pratique elle est autogérée. Si c'est l'Etat qui possède l'entreprise, ce sont les travailleurs qui réunies en assemblée décident de la politique de l'entreprise : finances, technologies, achat, ventes, les produits, etc... L'assemblée élit la direction de l'entreprise, contrôle les opérations. Il s'agit là d'un processus particulièrement intéressant. Ce n'est évidemment pas parfait, il existe dans les faits des contradictions entre la direction et le secteur productif. Mais au moins, ce sont des contradictions au sein des travailleurs. Ce sont des contradictions entre eux à résoudre démocratiquement avec débats et assemblées. A noter que c'est l'état vénézuélien qui achète la production notamment les cahiers pour les missions d'éducation et d'alphabetisation.

usine fermée est un cimetière de poste de travail, de même qu'à la campagne les grandes propriétés terriennes. C'est pour cela que les travailleurs de la ville et de la campagne ont le droit d'occuper les entreprises et les terres pour défendre leur travail. C'est pour cela que nous occupons les entreprises et que nous les remettons en marche.

En Amérique Latine, la résistance à la destruction des industries et la défense des emplois à pris différentes formes. Critiques et interrogations font parti des débats du mouvement ouvrier et ont été l'objet de plusieurs interventions dans cette première rencontre. La libre discussion nous aide à clarifier nos chemins pour avancer dans la défense des intérêts des opprimés.

Au Venezuela qui vit une révolution, les travailleurs ont mis à l'ordre du jour l'expropriation de ces entreprises, sous contrôle des travailleurs, de différentes manières. Nous saluons l'annonce faite par le compañero président Chavez lors de cette rencontre, d'exproprier deux nouvelles entreprises et de les placer sous contrôle des travailleurs. C'est ce que nous voulons dans nos pays. Nous voulons avancer jusqu'au contrôle total de l'économie par les travailleurs, pour en la planifiant, la mettre au service de tout le peuple.

Notre mouvement est anti-impérialiste, anti-capitaliste. C'est un cri et un mouvement organisé de la classe travailleuse contre le régime de la propriété privée des grands moyens de production qui ne peut survivre qu'en faisant la guerre, en exploitant et en opprimant les peuples.

Notre résistance n'est pas passée inaperçue de la part des patrons, du grand capital et de ses organismes internationaux, qui tentent de nous attaquer et de nous réprimer. Ils examinent aussi les manières de détruire notre résistance en intégrant les travailleurs dans diverses formes de collaboration de classe, en les tentant avec des possibilités de promotion individuelle dans le régime capitaliste.

Nous combattons l'intégration proposée par le capital international avec ses traités de libre échange. Nous sommes pour l'intégration fraternelle et souveraine des peuples, qui ne peut être construite que par les peuples eux-mêmes, en lutte contre la guerre et l'exploitation, et en défense de nos acquis.

Au cours de cette rencontre, nous avons débattus et discuté des luttes et des difficultés des travailleurs des entreprises occupées et récupérées d'Amérique Latine. Et pour amplifier notre lutte internationale, nous décidons de renforcer notre coordination. En maintenant en toute circonstance l'indépendance de nos organisations. A partir d'aujourd'hui, nous nous lèverons d'un seul mouvement si les gouvernements, quelque soit le pays, venaient à nous réprimer ou menaçaient de fermer les entreprises que nous contrôlons.

Nous nous adressons à toutes les organisations syndicales, aux parlementaires qui se réclament de la lutte populaire, pour les inviter à soutenir et à défendre notre droit à l'occupation pour sauver les emplois et l'outil industriel.

Eux ils ferment, nous nous ouvrons les usines. Eux volent les terres et nous nous les occupons. Eux ils font des guerres et détruisent des nations, nous défendons la paix et l'intégration souveraines de peuples. Eux ils divisent et nous, nous nous unissons. Parce que nous sommes la classe des travailleurs.

l'écran de fumée en confondant l'état d'urgence et le couvre-feu pour les mineurs qui résulte d'ailleurs de la loi Vaillant (PS) dite Loi sur la Sécurité Quotidienne de 2001 et qui est mis en place par les maires.

Sur le fond, le PS est resté fidèle à son passé (cf " les précédents "). JM Ayrault fait savoir, dès le début des débats à l'assemblée, que son groupe, le seul à disposer d'un nombre suffisant de députés, refusera de porter la loi du 18 novembre 2005 devant le Conseil Constitutionnel alors que tous les spécialistes de droit constitutionnel, y compris ceux de droite, s'accordent à dire que la prorogation de l'état d'urgence aurait été déclarée non conforme à la Constitution parce

que les conditions de " péril imminent " ou de " calamité publique " ne sont manifestement pas réunies. La loi était votée le jour même où la Direction Générale de la Police Nationale évoquait un retour à la normale. A une petite différence près: le régime policier pouvait désormais être décrété en tout temps et en tous lieux. Et désormais, même s'il vient d'être supprimé, l'état d'urgence plane comme une épée de Damocles sur nos tête, comme une menace et une intimidation permanente, des fois que l'envie nous prendrait de nous révolter, banlieues, jeunes, chômeurs et précaire, salariées, retraités etc...

N'avoir rien dit aujourd'hui, c'est avoir déjà trahi les luttes de demain!

AMNISTIE POUR LES RÉVOLTÉS DE NOVEMBRE

La répression de la révolte des Banlieues a été sévère. Les jeunes déferés devant les tribunaux en ont pris plein la gueule. Certains ont pris jusqu'à quatre ans de prison. Les peines se sont accumulées, la justice sait se montrer ferme et expéditive quand elle juge l'ordre social en danger. D'autant plus sous la pression de la surenchère médiatique et politique. L'absence de réactions des partis, associations et syndicats peut alors être interprétée comme un feu vert à la répression judiciaire des révoltés de novembre.

La moindre des choses, c'est de demander l'amnistie pour les condamnés des révoltes de banlieue.

On peut déjà faire le minimum. Envoyer une carte à l'Elysée (c'est gratuit) avec

une phrase du genre: la révolte des jeunes de Banlieues de novembre est une révolte légitime. Je demande l'amnistie pour tous les révolté(e)s de novembre condamné(e)s.

Un autre truc possible et utile c'est d'essayer de faire prendre position à des structures, notamment syndicales ou associatives. Vous lisez ces lignes et vous êtes d'accord avec, vous êtes syndiqué(e), alors vous pouvez faire chier votre syndicat et batailler pour qu'il prenne position publiquement pour l'amnistie.

Il faut noter que l'Union Syndicale Solidaire a appelé à cette amnistie.

On est quoi si on fait même pas ce minimum ?

1ère rencontre latino américaine des entreprises récupérées par les travailleurs

À la fin du mois d'octobre s'est tenue à Caracas la première rencontre des entreprises récupérées d'Amérique Latine. C'est une initiative qui est parti ed'un secteur de l'UNT (nouvelle et principale centrale syndicale vénézuélienne) ainsi que d'un secteur du gouvernement vénézuélien. Dans une dizaine de pays du continent notamment l'Argentine et le Venezuela), des entreprises qui fermaient ont été occupés par leur travailleurs qui les ont remis à fonctionner. Un des cas le plus emblématiques est celui de l'hôtel Bauen à Buenos Aires, car une pétition internationale d'intellectuels circule face à la menace d'expulsion des travailleurs (voir page 9). Il faut dire que c'est un hôtel 5 étoiles qui sert de lieu de coordination des entreprises récupérées. Ces récupérations prennent plusieurs formes, soulèvent de nombreuses questions quand à leurs perspectives, mais pose le problème N° 1 qui est celui de l'ensemble du mouvement social international : la question du pouvoir économique. On entend beaucoup parler de pouvoir politique, de débouché politique, mais moins du pouvoir économique. La question, vieille comme le mouvement ouvrier est celle de la propriété privée des moyens de production. Propriété privée ou propriété sociale. Question à l'ordre du jour 24 heures sur 24 partout dans le monde. Question qui n'a jamais été aussi brûlante dans l'histoire de l'humanité.

Certains entreprises récupérées se sont montées en coopérative (avec la bénédiction des gouvernements). Ces coopératives sont critiquées car elles réinsèrent

l'entreprise récupérée dans le marché capitaliste (fournisseurs, banques, clients...). D'autres préfèrent demander leur nationalisation sous le contrôle des travailleurs. Dans certains quartiers populaires des entreprises récupérées s'ouvrent aux habitants, deviennent des lieux éducatifs et culturels pour opposer "l'entreprise sphère publique à l'entreprise sphère privée.

C'est un mouvement qui doit s'étendre largement s'il ne veut pas être récupéré et qui interpelle fortement les gouvernements et les organisations syndicales. Il y avait d'ailleurs trois tables à la rencontre. La première était celle des travailleurs occupant leurs entreprises. Nous en reproduisons la déclaration. La deuxième était celle des syndicats. Et la troisième était celle des représentants des gouvernements invités (les gouvernements de "gauche" de la région) Brésil, Argentine, Venezuela et Uruguay. Trois tables, trois préoccupations majeures différentes.

Les travailleurs : la défense de leur lutte et de leurs intérêts.

Les syndicats : la préoccupation de leur structure.

Les gouvernements : le retour de ces entreprises dans le marché capitaliste (on vous aide et vous vous soumettez aux lois du marché).

En attendant droite et patronat organise une contre campagne et font pression pour l'expulsion des travailleurs.

Tout ça c'est à méditer, alors qu'ici aussi on ferme, délocalise et licencie à tour de bras.

Et si tout ça c'était à nous?

table N° 1 travailleurs et travailleuses des entreprises récupérées

DECLARATION

Nous sommes des centaines de travailleurs d'entreprises récupérées de neuf pays d'Amérique Latine réunis dans ce que l'on peut considérer comme une rencontre historique pour la classe ouvrière internationale. Accueillis par la révolution vénézuélienne, nous nous sommes rencontrés pour consolider le fil conducteur de nos différentes expériences qui sont la lutte commune pour la défense de l'emploi, de l'outil industriel, et pour la souveraineté nationale dans chacun de nos pays. Nous nous rencontrons afin d'impulser notre mouvement, pour le défendre, pour nous entraider, et rendre plus forte notre lutte contre l'ennemi commun des peuples, le capitalisme, qui mène à la guerre et planifie la misère sur toute la planète.

A travers des récits douloureux de la souffrance que nous vivons tous, mais aussi des histoires extraordinaires de résistance, de détermination, d'organisation, nous constatons que notre lutte à vraiment une importance internationale et devient partie intégrante de l'histoire de la classe ouvrière d'Amérique Latine.

Tous, nous voyons comment la politique impérialiste a détruit nos emplois, et a liquidé progressivement l'outil industriel. Dans le monde entier, le capital organise la misère et le chaos.

La politique du Fond Monétaire International (FMI) et celle de la Banque Mondiale (BM), les politiques de paiement de la dette extérieure, ainsi que les divers traités de libre commerce, tout ceci forme une sorte de conspiration afin "d'abaisser le coût du travail", en instituant, sous les formes et les justifications les plus diverses, un régime de surexploitation et de liquidation de nos droits sociaux.

C'est ce que nous voyons au Venezuela, depuis les pressions pour privatiser PDVSA (pétrole) jusqu'aux menaces croissantes et aux tentatives de renverser le gouvernement légitime de Chavez, à cause de ses positions anti-impérialistes. C'est ce que nous voyons en Bolivie avec le peuple bolivien qui lutte pour la nationalisation de ses richesses naturelles.

Mais les résultats les plus dramatiques de ces politiques à travers la liquidation des industries nationales ce sont l'augmentation du chômage et de la pauvreté de nos peuples.

La casse des entreprises relève de la responsabilité des capitalistes et des gouvernements, des spéculateurs financiers et des multinationales. Chaque